L'Orient- le jour 2-4-2019

Réformes : le Liban officiel exaspère les pays occidentaux

Philippe Abi-Akl

Le gouvernement prendra-t-il l'initiative d'effectuer des démarches courageuses après les messages clairs adressés par les responsables américains et européens, ainsi que par ceux de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) aux dirigeants libanais concernant l'étape à venir et les réformes que le Liban doit mettre en application, notamment aux niveaux du budget et de l'électricité, pour réduire le déficit et mettre fin au gaspillage et aux dépenses inutiles dans l'optique de la mise à exécution des décisions de la Conférence de Paris, CEDRE ? Ou bien les conflits reprendront-ils de plus belle au sein de l'équipe ministérielle ?
Selon un leader politique résumant la visite récente effectuée par le secrétaire d'État américain au Liban, « Mike Pompeo a asséné ses quatre vérités avant de s'en aller ». M. Pompeo a en effet transmis des messages explicites aux responsables, tout en soulignant l'insistence de Washington à poursuivre la mise en application des sanctions contre l'Iran et le Hezbollah.

Du palais Bustros, le diplomate américain a pris des positions en flèche contre le Hezbollah, une première pour un responsable US à Beyrouth, l'accusant entre autres de terrorisme, de blanchiment d'argent et de trafic de drogue. Mike Pompeo a ensuite fait assumer au Hezbollah la responsabilité du torpillage de l'État et de la non-application des lois, appelant les responsables à déterminer leurs options politiques, tout en mettant en exergue l'attachement ferme de son pays à l'établissement des meilleures relations avec le Liban en tant que partenaire stratégique. Il a dans ce cadre insisté sur le maintien des investissements US sur le plan de la sécurité à travers le soutien à l'armée et aux forces de l'ordre.
Et le secrétaire d'État US a pris une position saisissante au sujet des réfugiés syriens, appelant à hâter leur retour en Syrie pour mettre fin aux dégâts que leur présence occasionne au Liban. Cette posture a suscité une réaction enthousiaste du chef de la diplomatie, Gebran Bassil, qui y a vu une victoire personnelle de ses arguments auprès du responsable US.
Après le départ de Mike Pompeo, c'est le vice-président de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Ferid Belhaj, qui est venu informer les responsables libanais que les réformes que Beyrouth a commencé à appliquer n'étaient pas du niveau requis, alors que le temps presse et que la situation est critique. C'était hier au tour du premier vice-président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Jürgen Rigterink, de faire le déplacement à la tête d'une délégation de hauts responsables et de représentants du secteur des affaires, d'entreprises et de banques locales, dans la perspective de la mise en application de la CEDRE.
Selon des milieux économiques, les messages transmis par M. Belhaj s'inscrivaient dans la continuité de ceux de M. Pompeo, mais sont axés naturellement sur l'économie et les finances, ainsi que sur la nécessité d'entreprendre les réformes rapidement. Les responsables libanais ont promis au vice-président de la Banque mondiale de baisser le budget de trois milliards de dollars et de trancher la question de l'électricité, avec la remise du rapport du comité ministériel au Conseil des ministres au plus vite.

(Lire aussi : L'ultrasensible dossier de réforme de l'électricité examiné sous l'œil vigilant de la BM)
De son côté, Paris aurait signifié, selon des sources diplomatiques occidentales, son mécontentement face à la praxis des gouvernants concernant les réformes. Il serait ainsi question d'un report indéfini de la visite au Liban du président français, Emmanuel Macron. Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, adresserait à la fin du mois un message clair appelant Beyrouth à ne pas rater l'occasion en or que constitue la CEDRE pour l'économie libanaise et à hâter les réformes. Le retard dans le processus serait une source d'embarras pour Paris, dont la crédibilité est en jeu, selon ces sources. D'où la nécessité pour le Liban de presser le pas et de prendre des décisions courageuses s'agissant des réformes.

Les instances économiques et bancaires insistent de leur côté sur le fait qu'il n'y aura pas de soutien à l'État sans réformes radicales. Un vrai chantier de travail est nécessaire au niveau du gouvernement, si bien que c'est une séance quotidienne du Conseil des ministres qui devrait avoir lieu, et non hebdomadaire, disent-elles. Concernant les querelles interministérielles sur l'électricité et d'autres dossiers, elles se répercutent négativement sur la productivité, la solidarité et l'unité. Elles donnent l'image d'une équipe fracturée selon des lignes de clivage communautaire, réglant ses comptes par le biais des médias et des réseaux sociaux. Comment pourrait-elle donc se transformer en une équipe productive ?
Un responsable occidental cité par un homme politique local affirme ainsi que le cabinet d'union nationale s'est avéré être une hérésie impotente, un corps incapable de s'élever au-dessus de ses intérêts étriqués et de prendre des décisions courageuses. Ce responsable va même jusqu'à appeler au retour aux principes élémentaires du régime démocratique : une majorité qui gouverne avec une opposition en face. Sans quoi il n'y a aucun espoir de contrôler et demander des comptes au gouvernement, qui n'est autre qu'une mini-Chambre des députés où toutes les forces sont représentées. Ce qui explique l'état de délabrement, de corruption, de gaspillage, de déficit et de contraventions à la loi. Pis encore est la dualité du gouvernement concernant la politique de distanciation, avec une position officielle en faveur du respect de cette posture, et le déploiement de combattants de milices locales sur les différents fronts arabes en vertu d'un agenda iranien, ajoute ce responsable. L'idée que le monde retient aujourd'hui de la démocratie consensuelle appliquée à la libanaise,

c’est un État failli avec 80 milliards de dollars de dette, un gaspillage de deux milliards par an sur le secteur de l’électricité… et un pays plongé dans le noir…